

ROADS TO PROSPERITY

Le prochain cauchemar de l'Europe

Dani Rodrik



Share 4

Tweet 0

Follow @ProSyn 23.3K followers

Share

Like

2011-11-09

CAMBRIDGE – Comme si les ramifications économiques de la dette grecque à grande échelle n'étaient pas assez terrifiantes, leurs conséquences politiques pourraient s'avérer encore bien pires. Une rupture chaotique de la zone euro causerait un préjudice irréparable au projet d'intégration européenne, pilier central de la stabilité politique en Europe depuis la seconde guerre mondiale. Elle déstabiliserait non seulement la périphérie européenne très endettée mais aussi les principaux pays comme la France et l'Allemagne, qui ont été les architectes de ce projet.



Ce scénario cauchemardesque serait également une victoire dans le style dans de celui des années 1930 pour l'extrémisme politique. Le fascisme, le nazisme et le communisme étaient les enfants de la réaction contre la mondialisation qui s'était construite depuis la fin du XIXe siècle, nourris par les inquiétudes des groupes privés de leurs droits civiques qui se sont sentis menacés par l'expansion des forces du marché et par celle des élites cosmopolites.

Le libre-échange et l'étalon or avaient exigé une réduction de la valeur des priorités domestiques, telles que la réforme sociale, la construction de la nation et la réaffirmation culturelle. Cette crise économique et l'échec de la coopération internationale ont sapé non seulement de la mondialisation, mais aussi les élites qui ont confirmé l'ordre existant.

Comme l'a écrit mon collègue de Harvard Jeff Frieden, cela a ouvert la voie à deux formes distinctes d'extrémisme. Devant le choix entre l'équité et l'intégration économique, les communistes ont choisi une réforme sociale radicale et l'autosuffisance économique. Devant le choix entre l'affirmation nationale et de la mondialisation, les fascistes, les Nazis et les nationalistes a choisi la construction de la nation.

Heureusement, le fascisme, le communisme et les autres formes de dictatures sont aujourd'hui passés de mode. Mais des tensions similaires entre l'intégration économique et la politique locale couvent depuis longtemps. Le marché unique a pris forme beaucoup plus rapidement que ne l'a fait la communauté politique de l'Europe. L'intégration économique a pris de l'avance sur l'intégration politique.

Le résultat a été une inquiétude grandissante quant à l'érosion de la sécurité économique et la stabilité sociale, et quant à l'identité culturelle qui n'a pas pu être manipulée par les voies politiques traditionnelles. Les structures politiques nationales sont devenues trop étroites pour offrir des recours efficaces, alors que les institutions européennes restent encore trop faibles pour obliger à l'allégeance.

C'est à l'extrême droite que la défaillance des centristes a le plus profité. En Finlande, le parti jusqu'ici inconnu des *True Finn* a misé sur le ressentiment à propos des sauvetages de la zone euro pour se classer bon troisième aux élections d'avril. Aux Pays-Bas, le *Parti pour la Liberté* de Geert Wilders revendique assez de puissance pour jouer au faiseur de rois. Sans son soutien, le gouvernement libéral minoritaire s'effondrerait. En France le Front National, qui a terminé deuxième à l'élection présidentielle de 2002, a été revitalisé par Marine Le Pen.

Le retour de bâton ne se limite plus aux membres de la zone euro. Ailleurs en Scandinavie, les *Démocrates de Suède*, un parti aux racines néo-nazies, est entré au Parlement l'an dernier avec près de 6% des suffrages. En Grande-Bretagne, un récent sondage indique que près des deux tiers des conservateurs veulent que la Grande-Bretagne quitte l'Union Européenne.

Les mouvements politiques d'extrême droite se nourrissent traditionnellement des sentiments contre l'immigration. Mais les plans de sauvetage grec, irlandais, portugais, ainsi que les problèmes de l'euro, leur ont donné du grain à moudre. Leur euro-scepticisme semble s'être bien renforcé par les événements. Quand on a récemment interrogé Marine Le Pen sur son choix de se retirer unilatéralement de l'euro, elle a répondu en toute confiance : « Quand je serai Présidente dans quelques mois, la zone euro n'existera probablement plus. »

Comme dans les années 1930, l'échec de la coopération internationale a aggravé l'incapacité des politiciens centristes à répondre adéquatement aux besoins économiques, sociaux et culturels de leurs électeurs nationaux. Le projet européen et la zone euro ont défini les termes du débat à tel point que, avec la zone euro en lambeaux, la légitimité de ces élites recevra un coup encore plus grave.

Les politiciens centristes de l'Europe se sont engagés dans une stratégie de « plus d'Europe », qui est trop rapide pour faciliter les angoisses locales, mais pas assez rapide pour créer une véritable communauté politique à l'échelle européenne. Ils se sont englués pendant trop longtemps sur une voie d'accès intermédiaire instable et assaillie par des tensions. En maintenant une vision de l'Europe qui s'est avérée non viable, les élites centristes de l'Europe mettent en péril l'idée même d'une Europe unifiée.

Économiquement, l'option la moins mauvaise consiste à s'assurer que les inévitables défauts et départs de la zone euro se réalisent d'une façon aussi ordonnée et coordonnée que possible. De même politiquement, une vérification similaire de la réalité est nécessaire. Ce qu'exige la crise actuelle est une réorientation explicite, loin des obligations financières externes, et de l'austérité envers les aspirations et les préoccupations nationales. Tout comme les économies nationales saines sont les meilleurs garants d'une économie mondiale ouverte, de saines entités politiques intérieures sont les meilleurs garants d'un ordre international stable.

Le défi consiste à développer un nouveau récit politique qui mette l'accent sur les valeurs et les intérêts nationaux, sans surenchère de nativisme ni de xénophobie. Si les élites centristes pas se montrent pas à la hauteur de la tâche, celles d'extrême droite rempliront volontiers le vide, la modération en moins.

C'est pourquoi le Premier Ministre grec sortant George Papandreou a eu une bonne idée avec son appel avorté pour un référendum. Ce coup a été une tentative tardive de reconnaître la primauté de la politique intérieure, même si les investisseurs ont qualifié cela, selon les termes d'un éditeur du *Financial Times*, comme un « jeu avec le feu ». La mise au rebut du référendum reporte simplement le jour du jugement et augmente les ultimes frais à payer par les nouveaux dirigeants de la Grèce.

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si la politique deviendra plus populiste et moins internationaliste. C'est de savoir si les conséquences de ce changement peuvent être gérées sans tourner mal. Il semble qu'en politique européenne, comme en économie européenne, il n'y a pas de bonnes options – mais seulement de moins mauvaises.

Dani Rodrik, professeur d'économie politique internationale à l'Université de Harvard, est l'auteur de *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*.

Copyright : Project Syndicate, 2011.
www.project-syndicate.org

You might also like to read more from [Dani Rodrik](#) or return to [our home page](#).

Like [Share](#) 4 [Tweet](#) 0

Toute reproduction du contenu de ce site sans accord écrit de Project Syndicate constitue une infraction à la législation internationale relative au droit d'auteur. Pour obtenir une autorisation, merci de nous contacter à l'adresse suivante : distribution@project-syndicate.org.

You might like:

- [欧洲增长新日程](#)
- [Para iluminar el continente oscuro](#)
- [Le Vénézuéla, royaume du crime](#)
- [Les folies fiscales de l'Inde](#)
- [Die Rettung der Lebensbäume](#)
- [Lighting the Dark Continent](#)
- [A propos de l'OTAN](#)
- [The Long March from Shanghai](#)
- [欧洲危机的全球未来](#)
- [Eine Strategie für Russlands Schneerevolution](#)



lukelea 09:09 09 Nov 11

I'd worry more about China.